

I. L'affaire Dreyfus : « Mieux vaut une injustice qu'un désordre »

1845	Alphonse Toussenel publie <i>Les Juifs rois de l'Époque, histoire de la féodalité financière</i>
1882	Krach bancaire de l'Union générale, banque dont la clientèle est essentiellement composée d'épargnants catholiques
1886	<i>La France juive</i> publiée par Édouard Drumont
1892	<i>La Libre Parole</i> , journal antisémite, est fondée par É. Drumont
1894	<ul style="list-style-type: none">• Septembre : arrestation d'Alfred Dreyfus pour trahison• Décembre : condamnation à la déportation perpétuelle du capitaine Alfred Dreyfus
1895	<ul style="list-style-type: none">• 5 janvier : dégradation d'Alfred Dreyfus dans la cour de l'École militaire• 1^{er} juillet : le lieutenant-colonel Georges Picquart est nommé à la tête des services de renseignement de l'armée• 13 avril : Alfred Dreyfus est transféré de Guyane à l'île du Diable plus isolée afin d'éviter toute évasion
1896	<ul style="list-style-type: none">• Juillet : le lieutenant-colonel Picquart ouvre le dossier Dreyfus• Novembre : le commandant Hubert Henry, adjoint du colonel Picquart, rédige le « faux » qui étaye la culpabilité de Dreyfus• Théodore Herzl publie <i>L'État des Juifs</i>
1897	<ul style="list-style-type: none">• Janvier : Picquart est affecté en Afrique du Nord car il refuse d'accepter la « version » de l'état-major sur « l'affaire »• Octobre : Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, rencontre le ministre de la Guerre et l'informe qu'il est convaincu de l'innocence de Dreyfus• Décembre : Jules Méline chef du Gouvernement déclare : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus »
1898	<ul style="list-style-type: none">• 11 janvier : acquittement d'Esterhazy, véritable auteur du bordereau qui a fait condamner Alfred Dreyfus• 13 janvier : « J'Accuse » d'Émile Zola paraît dans <i>L'Aurore</i>, journal de Georges Clemenceau• 23 février : condamnation de Zola, confirmée en appel en juillet• Mai : É. Drumont, antidreyfusard notoire, est élu député d'Alger• 31 août : suicide du colonel Hubert Henry au mont Valérien• 29 octobre : la Cour de cassation accepte la révision du procès Dreyfus
1899	<ul style="list-style-type: none">• 16 février : mort de Félix Faure, président de la République, hostile à la révision du procès et élection à la présidence d'Émile Loubet, favorable à la révision• 23 février : échec d'une tentative de putsch nationaliste fomenté par Paul Déroulède• 22 juin : installation du Gouvernement de Pierre Waldeck-Rousseau, partisan de la révision du procès Dreyfus• 8 août : Dreyfus rejugé, il est de nouveau condamné le 9 septembre• 10 septembre : le capitaine Dreyfus est gracié par le président Loubet
1902	<ul style="list-style-type: none">• Avril : victoire de la gauche « dreyfusarde » aux élections législatives• Décès d'Émile Zola
1904	La Cour de cassation accepte une nouvelle demande de révision
1906	Juillet : réhabilitation d'Alfred Dreyfus, réintégré dans l'armée
1908	Transfert des cendres de Zola au Panthéon
1914	Mort du général Picquart
1917	Le commandant Dreyfus est blessé sur le front
1935	Juillet : mort d'Alfred Dreyfus à Paris

Cadrage et problématique

Le 27 septembre 1791, grâce à l'action de l'abbé Grégoire, l'Assemblée nationale constituante accorde aux Juifs de France les droits civiques. Ils deviennent des citoyens comme les autres. Un siècle après, une erreur judiciaire plonge les Français de la Belle Époque dans des affrontements qui conduisent le pays au bord de la guerre civile.

En 1894, le député nationaliste T. Denis demande à la Chambre, avant l'arrestation et la condamnation du capitaine Dreyfus, quelles mesures prendra le Gouvernement pour « mettre fin à la prédominance des Juifs dans diverses branches de l'activité française » et en 1896 un autre député nationaliste, A. Castelin, dénonce « le syndicat d'espionnage et de corruption fondé par les coreligionnaires de Dreyfus ».

Dans quelles idées et quels événements l'affaire Dreyfus trouve-t-elle ses origines ? Quelles fractures son déroulement provoque-t-il dans la société civile et politique et quel est « l'héritage » à moyen terme de « l'affaire » dans la vie politique et les mentalités françaises ?

Annonce du plan

L'affaire Dreyfus n'est pas le fruit d'un hasard (I). « Mieux vaut une injustice qu'un désordre » : une affaire qui divise (II). Des déchirures au présent et un héritage pour l'avenir (III).

Plan

- I. L'affaire Dreyfus n'est pas le fruit du hasard
 - A) La France, un pays antisémite ?
 - B) La communauté juive au temps de l'affaire
 - C) L'affaire Dreyfus : un reflet des tensions intérieures françaises et européennes
- II. « Mieux vaut une injustice qu'un désordre » : une affaire qui divise
 - A) Une simple affaire d'espionnage ?
 - B) La révision
 - C) Les deux France : dreyfusards et antidreyfusards
- III. Déchirures au présent, héritage pour l'avenir
 - A) À court terme, la République est consolidée
 - B) L'antidreyfusisme est à l'origine d'un véritable corps de doctrine d'un nationalisme fondé sur l'antisémitisme
 - C) Vichy, une revanche de l'affaire ?



I. L'affaire Dreyfus n'est pas le fruit du hasard

A) La France, un pays antisémite ?

P. Birnbaum, dans *L'Affaire Dreyfus, la République en péril*, évoque le « procès en sorcellerie » fait au capitaine Dreyfus. La cible est parfaitement désignée : un officier « juif » qui appartient à « une communauté inassimilable qui sape les bases de l'identité française ». Dans les années 1870, la communauté juive française se pense pourtant bien acceptée par la société française et la République.

En fait, des forces qui n'ont rien d'obscur développent un antisémitisme qui sert de toile de fond à l'affaire. Le vieil antisémitisme chrétien à l'égard du juif « décide » perdure, mais il prend une forme plus moderne. Édouard Drumont qui, dès 1886 dans *La France juive* (150 000 exemplaires vendus), mélange antisémitisme chrétien, occultisme et racisme, accuse les Juifs de diluer la communauté nationale, d'être des « traîtres en puissance » et d'établir un véritable « plan de destruction de la France ».

La « théorie du complot » est en place. Le juif est l'ennemi de l'intérieur. Mais Drumont n'est pas seul. Son antisémitisme « anticapitaliste » trouve en partie son origine dans le « krach de l'Union générale » au début des années 1880, que le clergé et les idéologues de la droite extrême attribuent à l'action secrète de la « finance juive » contre les « épargnants catholiques ». L'antisémitisme est également très présent et très fort chez Joseph Proudhon, Charles Fourier, et son disciple Alphonse Toussenel qui dénonce violemment la communauté juive dans son livre *Les Juifs, rois de l'époque*.

L'antisémitisme « de gauche » considère en 1898 l'affaire Dreyfus comme une lutte au sein de deux factions de la classe bourgeoise avant que Jean Jaurès n'engage très clairement la majorité des socialistes français dans le combat pour Dreyfus et la République, face à un Jules Guesde qui n'est pas très présent dans la défense du capitaine.

B) La communauté juive au temps de l'affaire

La communauté juive française, 70 000 à 80 000 personnes à l'époque, est à la fin du XIX^e siècle, totalement engagée dans la voie de l'assimilation. La famille Dreyfus en est une parfaite illustration. D'origine alsacienne, profondément patriote, elle est bien intégrée à la société française et partage le souci commun des Français pour la « Revanche ». « Ayant travaillé toute ma vie dans un but unique, dans le but de revanche contre cet uniforme envahisseur qui nous a enlevé notre Alsace-Lorraine et se voir accusé de trahison envers ce pays, non ma chère adorée, mon esprit se refuse à comprendre » (*Lettre d'un innocent*, A. Dreyfus à sa femme).

Elle est politiquement très conservatrice, partisane de l'ordre social et assimile souvent anarchisme et antisémitisme comme « les formes du même péril social ». Elle soutient peu la cause de Dreyfus au début de l'affaire car elle craint un développement de l'antisémitisme et les « Consistoires » (organes administratifs et culturels des communautés juives locales) adoptent une position très prudente.

De nombreux juifs sont officiers dans l'armée française tout comme Dreyfus. Toutefois, dès 1892, des duels opposent des officiers juifs à des hommes de l'extrême droite. Le capitaine Mayer, polytechnicien comme Dreyfus, meurt en 1892 en se

mesurant à un aristocrate antisémite, Mores. Drumont affronte un autre officier juif la même année (Crémieux-Foa). Ces signes avant-coureurs ne sont pas perçus par les autorités de la communauté juive qui voient dans l'hommage rendu à Mayer lors de ses funérailles, une « symbolique d'intégration ». Ils se trompent.

C) L'affaire Dreyfus : un reflet des tensions intérieures françaises et européennes

En France, la République est installée mais contestée. Les lois républicaines ont consolidé le régime, mais à partir de 1885 sa capacité réformatrice diminue et l'instabilité politique s'installe. Au début des années 1890, le régime républicain doit faire face à plusieurs types d'opposition. Une opposition nationaliste qui accuse le régime parlementaire de compromettre la revanche contre l'Allemagne par ses atermoiements et réclame un pouvoir fort, une opposition catholique qui refuse la sécularisation de la société et dont une partie reste fidèle au principe monarchique ; enfin une opposition « révolutionnaire » d'extrême gauche qui déclenche grèves et manifestations violentes (fusillade de Fourmies dans le Nord où l'armée tue neuf personnes, grève des verriers à Carmaux). Créée en 1895, la CGT refuse toute « collusion » avec l'État bourgeois et prône révolution et grève générale.

L'affaire se place également dans une conjoncture européenne troublée. La France réussit à concrétiser en 1893 « l'alliance franco-russe », mais ses relations avec l'Angleterre et l'Allemagne restent difficiles. Elle met en place en 1894 son premier plan de mobilisation et prépare une arme nouvelle : le canon 75. Tous les services européens de renseignement essaient de se procurer des informations sur le projet français. Il règne un véritable climat de suspicion générale.

II. « Mieux vaut une injustice qu'un désordre » : une affaire qui divise

A) Une simple affaire d'espionnage ?

L'affaire Dreyfus débute comme une banale histoire d'espionnage. Un officier d'artillerie de l'état-major est accusé d'avoir transmis des informations confidentielles à l'Allemagne. Immédiatement arrêté, rapidement condamné puis dégradé publiquement, le capitaine Alfred Dreyfus est envoyé en déportation. Aucune preuve n'étaye le dossier. Le climat d'antisémitisme qui règne à l'état-major et au ministère de la Guerre suffit. Dès février 1895, Mathieu Dreyfus, aidé par l'écrivain et journaliste Bernard Lazare, entame son inlassable combat pour la reconnaissance de l'innocence de son frère.

Nommé à la direction des services de renseignement de l'armée, le lieutenant-colonel Picquart découvre la réalité des faits : l'auteur du bordereau qui a accablé Dreyfus est en réalité le commandant Esterhazy, officier à la réputation douteuse, criblé de dettes. Afin de conforter l'accusation, le commandant Henry du service de contre-espionnage fabrique un faux destiné à prouver la culpabilité de Dreyfus et qui sera qualifié plus tard de « faux patriotique ».

L'état-major qui craint le scandale mute Picquart, qui refuse de se déjuger, en Tunisie. Dès son retour, Picquart persuade le vice-président du Sénat Scheurer-Kestner de l'innocence de Dreyfus. La campagne pour Dreyfus s'accélère. Esterhazy est jugé et acquitté par ses pairs qui utilisent le faux, fabriqué par Henry. Méline,

chef du Gouvernement déclare le 4 décembre 1897 : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ». Il commet une grave erreur d'appréciation. Le 13 janvier 1898, *L'Aurore*, le journal de Clemenceau, publie « J'Accuse » de Zola, adressé au président de la République, qui met en cause les omissions et les mensonges de l'état-major.

Des manifestations antisémites se produisent dans toute la France et en Algérie. Zola est condamné, Picquart arrêté, mais Henry, convaincu de faux, se suicide.

B) La révision

Lorsque le « frère admirable » Mathieu Dreyfus se lance courageusement dans une mission difficile : disculper et réhabiliter son frère, il est peu suivi et les journalistes qui le soutiennent, notamment B. Lazare, autre grande figure de la lutte pour l'innocence de Dreyfus, sont très isolés. Ils mettent en cause « la société militaire » qui représente pour de nombreux Français l'image de la puissance nationale et de la « Revanche ».

L'affaire judiciaire devient en peu de temps une « affaire d'État » qui divise les Français et modifie les données de la vie politique nationale.

En octobre 1899, la révision du procès Dreyfus est acceptée par la Cour de cassation. Dreyfus, rejugé à Rennes, est de nouveau reconnu coupable. Il est gracié par le président de la République à la demande de Waldeck-Rousseau, chef du Gouvernement de « concentration républicaine ». La gauche « dreyfusarde » l'emporte aux élections de 1902. En 1903, une nouvelle demande de révision aboutit. Dreyfus est réhabilité en 1906 : la Cour de cassation casse « sans renvoi » le verdict de Rennes.

C) Les deux France : dreyfusards et antidreyfusards

L'innocence de Dreyfus est reconnue, mais les divisions de l'opinion qu'elle a entraînées ont des conséquences importantes à court et moyen terme. Elles font apparaître deux France. Le camp antidreyfusard est celui de la France traditionnelle. On y trouve la grande masse des catholiques, l'Église, la société militaire, les antisémites de tous bords (dont ceux de gauche), les nationalistes républicains ou non, la quasi-totalité des Académiciens français et de nombreux salons parisiens. Les antidreyfusards créent des ligues dont les plus célèbres sont « l'Action française » de Charles Maurras, monarchiste et antirépublicaine soutenue par un nombre important d'intellectuels et de gens de lettres, la « Ligue de la patrie française », celle des « gens bien élevés » et des salons, la « Ligue des patriotes » plus populaire de Paul Déroulède et la Ligue antisémite de Jules Guérin.

É. Drumont, Maurice Barrès appartiennent à ce camp qui dénonce la « main de l'étranger », « l'anti-France » (ceux qui ne sont pas d'accord avec eux) et le complot contre la nation. L'antisémitisme est leur plus puissant ciment. Certains d'entre eux sont prêts au coup d'État (Paul Déroulède) mais l'armée refuse. En allant trop loin, en affirmant que « mieux vaut une injustice qu'un désordre », ils favorisent l'unité du très composite camp dreyfusard.

Les dreyfusards sont d'abord des hommes qui osent aller à contre-courant de l'opinion et mènent le « combat pour la justice ». Mathieu Dreyfus engage sa vie et ses biens au service de son frère. Bernard Lazare, l'intellectuel, qui publie le premier article en faveur du capitaine est emporté par la maladie et ne verra pas la victoire

des dreyfusards. Les plus connus sont Émile Zola, le colonel Picquart, radié des cadres de l'armée mais qui sera « réintégré avec les honneurs », Charles Péguy, Scheurer-Kestner, Georges Clemenceau, républicain radical dont l'affaire relance la carrière politique. Jean Jaurès s'engage avec générosité dans le combat ainsi que Pierre Waldeck-Rousseau et l'aile gauche des « républicains opportunistes » (l'aile droite rejoint le camp antidreyfusard avec Méline), la grande majorité des socialistes, de nombreux protestants et des francs-maçons. Ils défendent la liberté de l'individu, les Droits de l'homme, la laïcité, la démocratie parlementaire : les « valeurs républicaines ».

III. Déchirures au présent, héritage pour l'avenir

A) À court terme, la République est consolidée

Les effets de l'affaire se font sentir à court terme au niveau politique. Jusqu'en 1899, l'antidreyfusisme conservateur est au pouvoir avec Méline. Les ministres de la Guerre et l'état-major bénéficient du soutien total du chef de Gouvernement et du président de la République (Méline et Félix Faure). « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ». Zola est poursuivi après la parution de « J'Accuse ». L'affaire Dreyfus devient alors une « affaire d'État ». Le nouveau président de la République Émile Loubet (après le décès accidentel de Félix Faure) est agressé par un nationaliste à l'hippodrome d'Auteuil. Le Gouvernement de « concentration républicaine » de P. Waldeck-Rousseau qui s'installe au pouvoir en juin 1899 engage la lutte contre les ultras du monde catholique et fait voter dès 1901 la loi sur les associations qui limite l'influence de l'Église dans l'enseignement. Soutenu par les diverses sensibilités socialistes qui se regroupent en 1905 au sein de la SFIO, ce « Bloc des gauches » vote la séparation des Églises et de l'État (1905). L'affaire Dreyfus a provoqué un important reclassement des forces politiques et conforté la République. Elle est aussi la première manifestation de l'engagement des « intellectuels » en politique. Elle crée des lignes de force nouvelles dont on retrouve des traces dans notre vie politique aujourd'hui encore, avec la célébration en 2006 du centenaire de l'innocence d'Alfred Dreyfus. La défense des Droits de l'homme devient une « valeur républicaine ».

L'affaire ne se termine pas avec la grâce de Dreyfus ni avec sa mort. Une partie des hommes et des forces qui ont combattu les dreyfusards, retrouve un rôle politique dans l'entre-deux-guerres, puis exerce le pouvoir avec d'autres courants politiques sous le régime de Vichy.

B) L'antidreyfusisme est à l'origine d'un véritable corps de doctrine d'un nationalisme fondé sur l'antisémitisme

Maurice Barrès le théorise dans ses romans *Le Roman de l'Énergie nationale* ou *Le culte de la Terre et des Morts* : « Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race ». Il deviendra plus modéré avec le temps. En revanche Maurras continue sa lutte contre la République et affiche un antisémitisme très violent dans l'entre-deux-guerres. En 1945 il récuse sa condamnation en affirmant « c'est la revanche de Dreyfus ». L'antisémitisme déjà théorisé par Maurras dans *Quatre États* est l'idée unificatrice de la droite extrême. Il s'exprime très violemment au moment du Front populaire avec l'arrivée au pouvoir de Léon Blum qui s'est impliqué dans la politique au moment de « l'Affaire ». Les manifestations d'antisémitisme ne manquent pas, aussi bien au

Parlement avec Xavier Vallat qui déplore que « ce vieux pays gallo-romain soit dirigé par un Juif », que dans la presse d'extrême droite. « Blum doit être abattu d'une balle, mais dans le dos » (Action française) ou « mieux vaut Hitler que Blum ».

C) Vichy, une revanche de l'affaire ?

Après la défaite de 1940 et le vote des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, le régime de Vichy est dans une certaine mesure une « revanche » des vaincus de l'affaire Dreyfus. Dans l'entourage de Pétain se trouvent de nombreux proches de l'Action française (Alibert, Bouthillier) qui s'attachent à faire disparaître l'image de la « Gueuse » remplacée par l'État français. La « révolution nationale » reprend des thèmes racistes et xénophobes, met entre parenthèses les libertés individuelles et souhaite purger la France de ses « vieux démons ». Le premier statut des juifs est mis en œuvre dès le 3 octobre 1940 (sans aucune demande des Allemands) et complété par un second statut en juin 1941 qui expulse les juifs de la vie nationale et les prive de leurs biens. Les naturalisations de juifs étrangers sont annulées à partir de 1927. Des mesures sont prises à l'égard des francs-maçons dont les loges sont dissoutes. La justice est réformée avec la création des sections spéciales, tribunaux d'exception qui créent une « justice » sans justice. Le camp antidreyfusard s'est reconstitué : anciens de l'extrême droite, conservateurs et traditionalistes, la majeure partie de la hiérarchie catholique mais il faut souligner le courage de M^{gr} Saliège, archevêque de Toulouse et de l'évêque de Montauban qui condamnent avec force la rafle du Vel' d'Hiv' du 16 au 17 juillet 1942 et le sort réservé aux juifs.

Le retour de Laval en avril, les mesures de plus en plus dures prises par le Gouvernement éloignent de Pétain un nombre croissant de Français. La Résistance se développe sur le territoire national à partir de 1942. On y retrouve une grande partie des forces politiques qui ont soutenu la cause dreyfusarde : une majorité d'hommes de gauche et de « républicains », mais aussi des « patriotes d'autres familles politiques » qui n'ont pas appartenu au camp dreyfusard et qui refusent l'occupation allemande.

Conclusion

La France en a-t-elle fini avec « l'Affaire » ? Il faut l'espérer à défaut de le croire. Le refus de l'Autre reste présent dans la société française même s'il n'a plus le caractère aigu du passé. Les tenants d'un certain ordre sont toujours là, minoritaires certes, mais ils l'étaient aussi avant 1940. Le poujadisme, le Front national et une partie de l'ultra-gauche en sont les héritiers.

Le 31 janvier 1994, une revue du service historique de l'armée affirmait que « l'innocence de Dreyfus ne serait que la version communément admise par les historiens » et ce n'est qu'en 1995 que l'armée reconnaît officiellement l'innocence du capitaine Dreyfus.

Repères bibliographiques

Jean-Denis BREDIN, *L'Affaire*, Julliard, 1983.

Michael Robert MARRUS, *Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus*, Calmann Lévy, 1972.

Vincent DUCLERT, *L'Affaire Dreyfus*, La Découverte, 1994.

2. La France de la Belle Époque

1870	4 septembre : proclamation de la République à Paris
1871	<ul style="list-style-type: none">• « Commune de Paris »• Thiers est choisi comme président de la République
1873	Le maréchal Mac-Mahon, monarchiste, est élu président de la République, Thiers doit se « retirer »
1875	<ul style="list-style-type: none">• Vote des « lois constitutionnelles » de 1875• L'amendement Wallon établit la République
1877	Crise du 16 mai : le président de la République Mac-Mahon doit se « soumettre » aux résultats des élections après la victoire des « républicains »
1879	<ul style="list-style-type: none">• Démission de Mac-Mahon et élection de Jules Grévy, républicain, à la présidence de la République• Vote des lois sur la liberté, de réunion, et de la presse• 16 juin : gratuité des écoles primaires publiques
1880	<ul style="list-style-type: none">• Brevet de capacité exigé des instituteurs du primaire• Création des Écoles normales supérieures de Fontenay et Saint-Cloud
1882	Mars : obligation scolaire de 6 à 13 ans et laïcité de l'enseignement
1883	Création du Parti ouvrier français (d'obédience marxiste) par Jules Guesde, premier parti ouvrier en France
1884	La loi Waldeck-Rousseau accorde la liberté d'association aux travailleurs des syndicats
1886	La loi Goblet impose la laïcité du personnel enseignant dans les écoles publiques
1887	Démission du président de la République Jules Grévy après un scandale impliquant son gendre
1889	Le général Boulanger est élu le 27 janvier à Paris, mais refuse le coup d'État que souhaitent ses partisans. La fièvre nationaliste retombe rapidement
1892	<ul style="list-style-type: none">• Début du scandale de Panama• Le pape engage les catholiques à accepter la République : le « ralliement »
1894	Début de l'affaire Dreyfus
1895	Fondation de la CGT dominée par les anarcho-syndicalistes jusqu'en 1909
1899	Juin : arrivée du Bloc des gauches au pouvoir avec le Gouvernement de P. Waldeck-Rousseau
1901	<ul style="list-style-type: none">• Vote de la loi sur les associations qui soumet les congrégations religieuses à autorisation• Fondation du Parti républicain radical et radical-socialiste
1904	<ul style="list-style-type: none">• Une loi interdit l'enseignement aux congrégations non autorisées• Fondation de <i>L'Humanité</i> par Jaurès• Signature de l'Entente cordiale avec le Royaume-Uni
1905	<ul style="list-style-type: none">• Vote de la loi sur la séparation des Églises et de l'État• Fondation de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) qui fusionne les différents courants du socialisme français• Création de la Ligue d'action française
1905 et 1911	Crises marocaines
1906	La charte d'Amiens est adoptée par la CGT. Elle reste en vigueur aujourd'hui